



ECOLE  
NATIONALE  
SUPERIEURE  
D'ARCHITECTURE  
DE  
PARIS LA VILLETTE

# Accord Cadre

En application des articles 28 et 76 du code des marchés publics  
(Décret n° 2006-975 du 1 août 2006 portant code des marchés  
publics) NOR: ECOM0620003D

**Valant acte d'engagement et CCAP**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**le 06 Juillet 2015 , 12 heures**

Déposé à l'Accueil de l'ENSAPLV ou envoyé par courrier en tenant compte des délais  
d'acheminement pour arriver avant la date limite

**REF MARCHE N° ORDI-30200000-1-2015**

Ancienne nomenclature Marché public<sup>1</sup> :  
36.02: Micro-ordinateurs et stations de travail

Nomenclature Européenne CPV<sup>2</sup> :  
30200000-1: Matériel et fournitures informatiques

Le présent R.C. comporte 19 feuillets numérotés de 1 à 19

<sup>1</sup><http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Nomenclature/Machines-bureau-equipements-informatiques.htm>

<sup>2</sup> Common Procurement Vocabulary [http://www.publictendering.com/pdf/Codes\\_CPV\\_Francais.pdf](http://www.publictendering.com/pdf/Codes_CPV_Francais.pdf)

La procédure de passation de l'accord cadre est celle des marchés passés selon une procédure adaptée en application de l'article 28, 30 du code des marchés publics

## Sommaire

Article 1 - Parties contractantes .....	4
Article 2 - Objet de l'accord cadre et exécution des prestations .....	4
2.1 - Objet général du marché .....	4
2.1.1 - Accord-cadre .....	5
2.2 - Objet détaillé/type de marché .....	5
2.2.1 - Lieu d'exécution de la prestation : .....	5
Article 3 - Forme des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre .....	6
Article 4 - Modalités d'attribution des marchés conclu sur la base du présent accord .....	6
Article 5 - Pièces composant le marché .....	6
Article 6 - Durée .....	7
6.1 - Début de marché .....	7
6.2 - Durée du marché .....	8
Article 7 - Montant de l'accord-cadre .....	8
Article 8 - Prix .....	8
8.1 - Prix des marchés .....	8
8.2 - Contenu des prix .....	8
Article 9 - Paiement .....	8
9.1 - Facturation.....	8
9.2 - Paiement .....	9
9.3 - Avance.....	10
9.4 - Modalités de versement de l'avance .....	10
9.5 - Montant de l'avance .....	10
9.6 - Attestations sur l'honneur du titulaire .....	10
Article 10 - Engagement des parties .....	11
10.1 - Nature des prestations .....	11

10.2 - Documentation technique et certificat de conformité.....	11
10.2.1 - Normes .....	11
10.2.2 - Vérification par un organisme agréé .....	11
10.3 - Livraison .....	11
10.3.1 - Délais de base .....	12
10.3.2 - Délais de livraison .....	12
10.3.3 - Prolongation des délais.....	12
10.4 - Opération de vérification – admission des prestations objet des marchés conclus sur la base du présent accord .....	12
10.4.1 - Pénalités de retard et Calcul des pénalités.....	13
10.4.2 - Application des pénalités .....	13
10.4.3 - Exonération des pénalités.....	13
10.5 - Garantie .....	13
10.5.1 - Nature de la garantie .....	13
10.5.2 - Nature des interventions au titre de la garantie .....	14
10.5.3 - Modalités de mise en œuvre des interventions au titre de la garantie.....	15
10.5.4 - Défaillance du titulaire.....	15
10.6 - Assurances .....	15
10.7 - Personnel du titulaire .....	15
10.8 - Résiliation, différends et litiges .....	16
10.8.1 - Résiliation .....	16
Résiliation pour faute du titulaire .....	16
Résiliation conventionnelle .....	16
Effet de la résiliation .....	16
10.8.2 - Règlement des différends et des litiges .....	16
Règlement amiable.....	16
Procédure contentieuse.....	17

10.9 - Nantissement et cession de créances .....	17
10.10 - Dispositions diverses .....	17
10.10.1 - Non validité partielle.....	17
10.10.2 - Langues .....	17
10.10.3 - Droit applicable .....	17
10.10.4 - Tribunal compétent .....	17

## Conditions particulières

### Article 1 - Parties contractantes<sup>3</sup>

Le présent marché est conclu entre :

d'une part,

**Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette**

144 av de Flandre

75019 PARIS

Dénommé dans les documents par le terme "ENSAPLV".

tel : 01 44 65 23 00

fax : 01 44 65 23 01

Représentée par Florence Touchant, Directrice par intérim de l'ENSAPLV  
dénommé dans les documents par le terme « personne publique contractante ».

d'autre part,

- l'entreprise (raison sociale) : .....
- adresse : .....
- adresse électronique : .....
- n° de téléphone : .....
- numéro de télécopie : .....
- statut juridique : .....
- numéro RCS ou SIRET .....

Représenté par ....., en qualité de  
.....

Dénommé dans les documents par le terme "Titulaire".

### Article 2 - Objet de l'accord cadre et exécution des prestations

---

#### 2.1 - *Objet général du marché*

L'objet de cet accord et des marchés qui seront conclus sur son fondement (marchés subséquents) est la fourniture d'ordinateurs pour l'ensemble des services de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris la Villette.

Le présent accord-cadre sera attribué à au moins trois titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Il aura pour maximum 3 titulaires.

## 2.2 - *Objet détaillé/type de marché*



Marché de fournitures

Description (achat,):

N° de référence principal de la nomenclature: **30200000-1**

Catégories :

30212100-9	Unités centrales pour mini-ordinateurs.
30213000-5	Ordinateurs personnels.
30213100-6	Ordinateurs portables.
30213200-7	Ordinateurs tablette.
30213300-8	Ordinateurs de bureau.
30213400-9	Unités centrales pour ordinateurs personnels.
30213500-0	Ordinateurs de poche.
30214000-2	Postes de travail.
30215000-9	Matériels pour micro-ordinateurs.
30215100-0	Unités centrales pour micro-ordinateurs.

### **Matériels informatiques**

Nomenclature communautaire pertinente : Code Nomenclature Européenne CPV



~~Marché de services~~

Description :

N° de référence de la nomenclature:

Nomenclature communautaire pertinente :

### **2.2.1 - Lieu d'exécution de la prestation :**

Les livraisons se font sur le site de Flandre

Les matériels devront être livrés à l'adresse suivante :

**Impérativement entre 9h00 et 12h30, 14h30 à 17h00. Les livraisons en dehors de ces heures ne seront pas réceptionnées.**

ENSAPLV Entrée Livraison  
9 Rue Barbanègre 75019 Paris

En cours de marché, les lieux de livraisons peuvent être modifiés en fonction de l'évolution des sites (avenue de Flandre, Jaurès et Cambrai)

### **Article 3 - Forme des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre**

Les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre sont fractionnés à bons de commande - en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics. Le service Informatique du pouvoir adjudicateur est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.  
Service Informatique ENSAPLV 144 Avenue de Flandre 75019 Paris  
Il communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification de l'accord-cadre.

### **Article 4 - Modalités d'attribution des marchés conclu sur la base du présent accord**

#### Accord-cadre multi-attributaire

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés publics conclus sur la base de cet accord seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.  
Elle se fera par lettre de consultation électronique  
(envoyée par courriel uniquement).

Les offres économiquement les plus avantageuses seront déterminées en fonction des critères de jugement suivant (par ordre de priorité décroissant en fonction des pondérations indiquées)

- Prix des produits sur prix plafonds indicatifs (pondération 30)
- Délais et conditions d'intervention (garantie et livraison) (pondération 30)
- Services associés proposés (pondération 20)
- Performances, consommation énergétique, (pondération 20)

Les titulaires de l'accord-cadre devront déposer une offre par voie électronique uniquement. à chaque remise en concurrence des marchés fondés sur l'accord-cadre.

Dans le cas où une offre conséquente à été retenue, et s'il s'avère qu'il faille refaire une demande pour 1 ou 2 éléments de même nature que l'offre précédente, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas recourir à une demande de remise en concurrence et de retenir le titulaire précédemment choisi.

L'ENSAPLV formalisera les marchés fondés sur l'accord-cadre par l'envoi d'un bon de commande au candidat retenu.

### **Article 5 - Pièces composant le marché**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

**Pièces particulières de l'accord-cadre :**

ENSAPLV – Cahier des clauses particulières et générales

- Les présentes conditions particulières et générales valant acte d'engagement et CCAP
- Les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le bordereau de prix unitaires portant sur les termes définis dans le présent accord-cadre
- Le cahier des exigences techniques (liste des produits)
- Le catalogue du titulaire qui devra spécifier le taux de remise accordée à L'ENSAPLV, particulièrement pour les pièces, accessoires et fournitures pour consommables informatiques. Tout nouveau catalogue remplace et annule le précédent
- Des références de prestations analogues
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.

1

 **Pièces des marchés subséquents :**

- Lettre de consultation électronique
- Les documents constitutifs de l'accord-cadre,
- Offre définitive du prestataire, ( remise par voie électronique)
- Le bon de commande valant marché subséquent,
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents,
- Les conditions générales de l'ENSAPLV

 **Pièces générales non jointes :**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) <sup>4</sup>

## Article 6 - Durée

Les livraisons sont réalisées par le titulaire dans les conditions fixées dans les pièces énumérées ci-dessus et selon les conditions définies ci-après et dans les conditions générales.

4

Voir : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021158580&dateTexte=&categorieLien=id>



### **6.1 - Début de marché**

A compter de la date de notification du présent marché ( septembre 2015 ) <sup>5</sup>

### **6.2 - Durée du marché**

La durée du marché est fixée à **deux ans** à compter de la notification.

La durée d'exécution des marchés subséquents ne peut excéder 3 mois au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre.

## **Article 7 - Montant de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum. prévisionnel, sur la durée totale, reconduction comprise, qui ne saurait dépasser 150 000 € HT <sup>6</sup>

Suivant l'article 76-VII du code des marchés publics, pour les besoins occasionnels de faible montant, ou d'urgence, l'ENSAPLV pourra s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 10 000 € HT, après mise en concurrence à partir de 4000 € HT <sup>7</sup>

## **Article 8 - Prix**

Les prix sont définis par le titulaire sur demande de devis par l'établissement pour chaque demande de fournitures

### **8.1 - Prix des marchés**

Les prix pratiqués dans les marchés subséquents sont fermes.

Les marchés conclus sur la base du présent accord seront traités à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées et dont le libellé est détaillé au bordereau de prix unitaires joint aux marchés passés sur la base de l'accord-cadre.

A chaque remise en concurrence

- l'augmentation des prix détaillés dans le bordereau de prix joint au présent accord sera limitée à un maximum de 2%

<sup>5</sup> Pour les marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée, la notification consiste en un envoi (par courrier) d'une copie du marché ou de l'accord-cadre signé au titulaire. La date de notification est la date de réception de cette copie par le titulaire.

<sup>6</sup> Voir : [http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=01EE6482D86F90378107422F1A1083CA.tpdj\\_o06v\\_2?idSectionTA=LEGISCTA000006145847&cidTexte=LEGITEXT000005627819&dateTexte=20130601](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=01EE6482D86F90378107422F1A1083CA.tpdj_o06v_2?idSectionTA=LEGISCTA000006145847&cidTexte=LEGITEXT000005627819&dateTexte=20130601)

<sup>7</sup> Sauf dans le cas de l'échange de lettres prévu au 1° du II de l'article 35, les marchés et accords-cadres d'un montant supérieur à 4 000 EUR HT sont notifiés avant tout commencement d'exécution.

A l'exception du cas de l'échange de lettres, le marché ou l'accord-cadre prend effet à cette date.

(Source : Art. 81 du Code des Marchés Publics 2006)

- il sera proposé une remise sur les prix « catalogue », ou des prix catalogue déjà remisés.

## **8.2 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

## **Article 9 - Paiement**

### **9.1 - Facturation**

Outre les mentions légales, le décompte ou la facture est établi en un original et deux copies et devra comporter les mentions suivantes :

- La mention « facture »,
  - Le numéro du marché subséquent (**ORDI-30200000-1-2015**) indiqué sur la page de garde du présent cahier des clauses particulières et générales ;
    - **L'affectation du service de l'ENSAPLV indiquée sur le bon de commande**
- La référence du bon de livraison la date de livraison
  - la date et la référence du ou des bons de commande correspondants,
- la description des prestations exécutées et livrées ;
- le montant H.T. et T.T.C. des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la T.V.A.

Les factures sont adressées à la personne publique contractante à l'adresse suivante :

ENS d'Architecture de Paris la Villette  
Service Financier  
144 av de Flandre  
75019 Paris

Les factures sont établies au service fait

### **9.2 - Paiement**

Les paiements sont assurés après réception de la facture originale comme défini précédemment

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture originale en bonne et due forme, par la personne publique contractante. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

**Il ne peut pas y avoir de facturation partielle, un bon de commande donne lieu, au plus, à une facture.**

Le règlement des sommes dues est effectué par virement administratif sur le compte du titulaire dont les coordonnées sont les suivantes :

Nom et adresse de la Banque :.....  
Titulaire du compte :.....  
Code banque .....  
Code guichet .....  
N° compte .....  
Clé relevé d'Identité bancaire .....

**Joindre un RIB.**

En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution des marchés subséquents, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service financier de L'ENSAPLV et fournir le relevé d'identité bancaire correspondant.

### **9.3 - Avance**

Une avance sera accordée au(x) titulaire(s) des marchés conclus sur la base de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 87 du code des marchés publics, sauf renonciation expresse de sa part figurant ci-dessous :

- Le titulaire renonce à percevoir cette avance

*A remplir par le titulaire*

### **9.4 - Modalités de versement de l'avance**

Le règlement de l'avance interviendra dans les 45 jours à compter de la notification de chaque marché subséquent.

### **9.5 - Montant de l'avance**

Le montant de l'avance des marchés conclus sur la base de l'accord cadre sera déterminé comme suit :

Le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande.

### **9.6 - Attestations sur l'honneur du titulaire**

- Entreprise française

Par la signature du présent accord cadre, le titulaire atteste sur l'honneur que si l'entreprise est établie en France, le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3 et R. 143-2 (bulletin de salaire), et L. 320 (déclaration nominative préalable d'embauche) du code du travail et s'engage sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions déterminées ci-dessus.

A cocher par le titulaire

- Entreprise étrangère

Par la signature du présent accord cadre, le titulaire atteste sur l'honneur que si l'entreprise est établie à l'étranger, que les salariés ont des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R 143-2 du code du travail ou document équivalent et s'engage sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions déterminées ci-dessus.

A cocher par le titulaire

Est accepté le présent accord-cadre valant acte d'engagement et CCAP

ENSAPLV – Cahier des clauses particulières et générales

Page 13 sur 20

Accord cadre - Fourniture d'ordinateurs Réf N° **ORDI-30200000-1-2015**

L'entreprise

La personne publique contractante

**Cachet + signature**

Fait à .....Paris.....

Fait à ..... Le .....

*(à remplir par le titulaire)*

Le .....

En **4 exemplaires** dont un exemplaire original est conservé dans les archives de la personne publique

## Conditions générales

### Article 10 - Engagement des parties

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique contractante et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

#### **10.1 - Nature des prestations**

La description des services, objet du présent marché, sont exécutées suivant les conditions et conformément aux prescriptions prévues au cahier des charges de la personne publique et au descriptif remis par le titulaire.

#### **10.2 - Documentation technique et certificat de conformité**

##### **10.2.1 - Normes**

Le titulaire du marché garantit que les matériels sont conformes aux normes de sécurité nationales ou européennes homologuées en vigueur à la date de livraison et qu'ils bénéficient du marquage CE.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution dudit marché.

Le titulaire devra informer la personne publique contractante de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux matériels définis dans le présent marché durant toute la durée du marché.

##### **10.2.2 - Vérification par un organisme agréé**

La personne publique contractante indiquera dans les conditions particulières les matériels soumis à une vérification par un organisme agréé.

Le titulaire est tenu de produire pour ces matériels un certificat de conformité délivré par un organisme agréé. Ce certificat est remis avec le bon de livraison ou au plus tard dans les délais impartis au titulaire pour procéder à l'installation. Les opérations de vérification et de paiements sont subordonnées à la production d'un certificat de conformité correspondant au matériel livré sans réserve.

#### **10.3 - Livraison**

Chaque livraison devra faire l'objet d'un bon de livraison signé par la personne qui réceptionne le ou les colis.

Son nom et son titre devront être apposés et lisibles

##### **Chaque bon devra comprendre**

- La mention « Bon de livraison »,

- Le numéro du marché subséquent (**ORDI-30200000-1-2015**) indiqué sur la page de garde du présent cahier des clauses particulières et générales ;
- **L'affectation du service de l'ENSAPLV indiquée sur le bon de commande**
- La référence du bon de livraison la date de livraison
- **la date et la référence du ou des bons de commande correspondants,**
- la description des prestations exécutées et livrées ;

Un courriel de la part du « titulaire » avisant de la livraison envoyé au service informatique à l'adresse :

[sos@paris-lavillette.archi.fr](mailto:sos@paris-lavillette.archi.fr)

serait considéré comme un plus.

***Aucune livraison ne sera acceptée entre 12h30 et 14h30 et après 17h00.***

### **10.3.1 - Délais de base**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande.

Pour des fournitures spéciales, le délai de livraison sera celui porté sur le bon de commande après accord des deux parties.

### **10.3.2 - Délais de livraison**

Si le titulaire ne peut respecter ses engagements de délai de livraison, il devra le faire savoir au signataire émetteur du bon de commande dès réception de celui-ci.

### **10.3.3 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 20.4 du CCAG.-TIC.

## ***10.4 - Opération de vérification – admission des prestations objet des marchés conclus sur la base du présent accord***

Les vérifications consistent à s'assurer que le service est conforme aux prescriptions du présent marché et aux engagements du titulaire.

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

Les opérations de vérification s'effectueront conformément aux articles 24, 25, 26, 27 et 28 du CCAG TIC.

Afin d'apprécier si les services sont conformes aux prescriptions du présent marché, la personne publique contractante peut se livrer à tous les contrôles qualitatifs qu'elle jugera nécessaire.

#### **10.4.1 - Pénalités de retard et Calcul des pénalités**

Conforme à Article 14- 1 du CCAG-TIC, le prestataire se verra appliquer en cas de non respect du délai contractuel sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$V \times R / 365 = P$$

P = montant de la pénalité

V = valeur du matériel

R = nombre de jours de retard

#### **10.4.2 - Application des pénalités**

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par la personne publique contractante ayant passé la commande ou feront l'objet d'un ordre de recette par le comptable public à l'encontre du titulaire.

Elles restent dues en cas de résiliation.

#### **10.4.3 - Exonération des pénalités**

La personne publique contractante peut exonérer le titulaire de ces pénalités si le titulaire invoque, avant l'expiration des délais contractuels prévus, une cause de retard due à un événement extérieur et imprévisible. Il notifie à la personne publique, par lettre recommandée avec accusé de réception les motifs de son incapacité à assurer son obligation et propose une nouvelle date de livraison.

La personne publique dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour faire connaître sa décision de rejet ou d'acceptation du report de la date de livraison et de l'exonération des pénalités de retard. Le silence de la personne publique contractante vaut rejet de la demande du titulaire et application des pénalités. Les pénalités sont alors calculées à partir de la date contractuelle de livraison sans suspension.

Les pénalités restent dues jusqu'à la date d'envoi de cette lettre, le cachet de La Poste faisant foi.

### **10.5 - Garantie**

#### **10.5.1 - Nature de la garantie**

Les matériels seront garantis contre tout vice de fabrication ou de défaut de matière. La garantie ne joue pas dans le cas de dommage causé par l'établissement destinataire, ni en cas de détérioration résultant d'une utilisation anormale.

Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires spécifiques, les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil pour une durée d'un an et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le fournisseur le cas échéant.

La durée d'un an ne s'applique pas aux pièces d'usure dont la durée de vie normale est inférieure à un an, notamment les ampoules, piles ou encres.

Si le titulaire propose des garanties particulières supérieures à celles figurant dans les présentes conditions générales, les garanties proposées par le titulaire prévaudront sur les garanties prévues par la personne publique contractante.

La mise en jeu de la garantie peut être sollicitée directement par l'établissement destinataire qui devra tenir informée la personne publique contractante.

### **10.5.2 - Nature des interventions au titre de la garantie**

Les produits sont garantis dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/TIC. Ainsi que les dispositions des articles 99 à 105 du Code des Marchés publics (retenue de garantie/ caution personnelle et solidaire)

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.<sup>8</sup>

C'est la garantie constructeur qui devra être proposée, ceci afin de pallier une éventuelle défaillance du titulaire.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer la partie ou la totalité de du matériel qui serait reconnu défectueux dans le délai préconisé par le contrat de garantie à compter de la date à laquelle l'établissement destinataire notifie au titulaire les anomalies constatées. Si ces délais ne peuvent être respectés, un matériel identique est mis à disposition de l'établissement pendant la durée du dépannage.

L'intervention du titulaire pour la remise en état ou pour le remplacement des matériels s'effectue en dehors des horaires de cours. Le titulaire s'informerera auprès du responsable de l'établissement destinataire des horaires pendant lesquels il peut intervenir.

Les réparations sont assurées par le titulaire, soit sur les lieux d'utilisation des matériels dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'établissement destinataire, soit dans les locaux qu'il désigne à cet effet. Les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous les autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

Si le matériel doit être retourné en usine ou échangé, les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Tout élément couvert par la garantie s'avérant défectueux sera réparé ou échangé gratuitement (pièces, main d'œuvre et frais de déplacement).

**Toute période d'indisponibilité pendant le délai de garantie repousse la fin de la garantie du nombre de jours écoulés entre le signalement du défaut et la date de remise en état..**

<sup>8</sup> Article 30.1 du CCAG-TIC



### **10.5.3 - Modalités de mise en œuvre des interventions au titre de la garantie**

Les interventions sont déclenchées par appel téléphonique au numéro d'urgence communiqué par le titulaire.

### **10.5.4 - Défaillance du titulaire**

En cas de défaillance du titulaire, c'est à dire dans l'hypothèse où le titulaire n'interviendrait pas dans les délais contractuels pour la remise en service des matériels, la personne publique contractante fait appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires. Les dépenses occasionnées par l'intervention d'un tiers au marché sont déduites du montant de la retenue de garantie prévue aux présentes conditions générales.

La personne publique contractante ou son représentant, est en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et durant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire dans son offre afin que ce prestataire puisse assurer dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

La personne publique contractante s'engage à ne transmettre cette documentation qu'en cas de défaillance du titulaire. En contre partie celui-ci s'interdit toute action contre la personne publique contractante sur le fondement du droit de propriété intellectuelle et du droit de la concurrence.

Si le titulaire intervient plus de dix fois, en réparation, pendant la période de garantie, il est tenu de remplacer le matériel concerné par un matériel neuf. Il est entendu que ce nouveau matériel rentre dans la période de garantie initiale et ne fait pas l'objet du renouvellement de la garantie prévue initialement.

## **10.6 - Assurances**

Le(s) titulaire(s) des marchés conclus sur la base de l'accord-cadre et leurs sous-traitants agréés par le pouvoir adjudicateur devra(ont) justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il(s) encoure(ent) vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre. **L'attestation devra être remise dans le délai de 8 jours francs à compter de la notification de l'accord-cadre au(x) titulaire(s).**

## **10.7 - Personnel du titulaire**

Le titulaire atteste sur l'honneur, par la signature du présent marché, que son personnel est employé régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.143-5 et L.620-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de

la main-d'œuvre et aux conditions du travail en vigueur à la date de réalisation de l'objet du marché.

## **10.8 - Résiliation, différends et litiges**

### **10.8.1 - Résiliation**

- **Résiliation pour faute du titulaire**

La personne publique contractante se réserve le droit de résilier le marché en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles.

La personne publique notifiera sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception postal dans un délai d'un mois avant la date prévue. Le titulaire disposera d'un délai de quinze jours ouvrés pour faire part de ses remarques à la personne publique. Si la personne publique maintient sa décision, la date de résiliation prendra effet à l'expiration de ce délai

- **Résiliation conventionnelle**

Les parties pourront, après accord, mettre fin au contrat avant l'exécution complète du marché. Cette résiliation conventionnelle sera matérialisée par une convention de résiliation qui devra stipuler éventuellement le droit à indemnité ou le montant des prestations restant à régler. Cette convention sera signée par la personne publique contractante et par la personne habilitée à représenter le titulaire du marché.

- **Effet de la résiliation**

Les commandes reçues par le titulaire avant la date d'effet de la résiliation du marché seront honorées, quelles que soient les dates de livraison effectives.

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.

En outre, la personne publique contractante pourra demander au titulaire réparation des préjudices qu'il a subi du fait de la résiliation.

### 10.8.2 - **Règlement des différends et des litiges**

#### 10.8.3

- **Règlement amiable**

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges, nés entre le titulaire et la personne publique contractante, par une procédure gracieuse.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

- **Procédure contentieuse**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif .

## **10.9 - Nantissement et cession de créances**

La personne habilitée à donner des renseignements en cas de nantissement ou de

cession de créance est le service financier.

### **10.10 - Dispositions diverses**

#### **10.10.1 - Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations des présents marchés sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

#### **10.10.2 - Langues**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

#### **10.10.3 - Droit applicable**

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

#### **10.10.4 - Tribunal compétent**

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Paris conformément à la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (loi MURCEF)..